

Il a osé le dire

Jean Bassères, directeur général de Pôle emploi, aux *Echos* du 6 février 2012 :

« Pôle emploi a besoin d'un second souffle. »

Mondialisation. Lamy change le thermomètre



Pascal Lamy, directeur général de l'OMC.

Le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a une idée. Puisque les échanges semblent trop déséquilibrés entre l'Europe et la Chine, changeons la manière de les calculer, explique Pascal Lamy dans un texte de la fondation Notre Europe. Il propose de comptabiliser non pas le prix des marchandises, mais celui des valeurs ajoutées par chaque pays. Comme en Europe, la valeur ajoutée (recherche, etc.) est beaucoup plus importante qu'en Chine, la présentation serait plus positive. Hélas, on ne comprendrait plus du tout pourquoi on détruit autant d'emplois ! ■ H.N.

L'Allemagne n'a pas de problème de chauffage

Face à l'actuelle vague de froid, tout le monde s'attendait que l'Allemagne, qui a fermé huit centrales nucléaires l'été dernier, rencontre des difficultés d'approvisionnement. Or, pas du tout. L'explication est simple. D'abord, les Allemands utilisent peu le chauffage électrique. Quand la température baisse de 1 °C, la consommation journalière allemande n'augmente que de 500 MW, contre 2 300 MW pour la France. Par ailleurs, le vent et le soleil n'ont pas manqué ces dernières semaines et la production d'électricité renouvelable a permis de faire face à l'accroissement de la demande. Enfin, l'Allemagne a globalement augmenté ses importations d'électricité, notamment en provenance de France (+ 16 % pour les neuf premiers mois de l'année). ■ Thomas Schneer

Hongrois, prends l'oseille et tire-toi !

J'ai reçu des dizaines d'appels d'amis inquiets pour leur épargne », soupire Peter Akos Bod, ex-gouverneur de la Banque centrale de Hongrie et professeur d'économie à l'université Corvinus de Budapest. Ayant vu – et parfois applaudi – leur Premier ministre, Viktor Orban (lire p. 52), taxer les multinationales, nationaliser les fonds de pension, puis lorgner sur les réserves de la Banque centrale, de nombreux Hongrois s'inquiètent aujourd'hui pour leurs économies. A mesure que le forint, la monnaie nationale, dégringole (– 20 % de sa valeur face à l'euro en six mois) et qu'Orban joue les fanfarons devant le FMI et l'Union européenne, ils sont des milliers à vouloir mettre leur argent à l'abri à l'étranger.

La presse décrit les files de voitures immatriculées en Hongrie garées devant les banques en Autriche, en Slovaquie ou en Slovaquie, pays appartenant à la zone euro. Pour leur confier des sommes allant de 500 à quelques centaines de milliers d'euros, malgré un taux d'intérêt de 1 %, bien inférieur aux 4 % proposés par les banques magyares. Orban, lui, jure qu'il ne touchera pas l'épargne individuelle. Plusieurs personnalités indépendantes sont même intervenues. « J'appelle les



Hongrois à éviter la panique – la seule chose qui puisse mettre en danger leurs dépôts bancaires », a ainsi déclaré Peter Oszko, ex-ministre des Finances du gouvernement de transition de centre gauche (2009-2010). En réalité, on connaît mal l'ampleur du *bank run* hongrois. Selon le banquier Miklos Acs, « 5 000 Hongrois tout au plus » auraient placé leurs économies en Autriche. Pour y ouvrir un compte, il faut parler allemand, prendre rendez-vous, venir en personne, présenter un certificat fiscal et justifier sa requête. De quoi, selon lui, décourager les candidats... ■

Anne Dastakian

Et maintenant on prête les salariés !

L'emploi abusif du prêt de salariés peu payés, via un contrat de sous-traitance, est la « nouvelle maladie du marché de l'emploi » en Allemagne. Très fréquente dans les services, la pratique gagne désormais l'industrie. Dans le sud du pays, selon le syndicat IG Metall, 50 % des entreprises du secteur de la machine-outil électrotechnique y ont recours pour réduire leurs effectifs fixes. Pour les patrons, qui se plaignent de l'augmentation des coûts de l'intérim, le contrat signé avec un sous-traitant présente bien des avantages : il n'est pas soumis à l'accord des syndicats et les salariés « prêtés » ne touchent ni prime ni augmentation. Il faut juste masquer le côté permanent du dispositif. Les enseignes de distribution Netto et Kaufland, qui en ont visiblement abusé, viennent de recevoir la visite de 450 policiers. ■ T.S.